

Rapports de comités

● (1210)

M. McCurdy: Madame la Présidente, je tiens tout d'abord à féliciter mon collègue d'avoir révélé aux Canadiens l'un des éléments de l'Accord de libre-échange sur lesquels n'insiste pas beaucoup, pour autant que je puisse en juger, la documentation que le gouvernement a achetée pour convaincre les Canadiens d'acheter chat en poche. Si cet accord est si merveilleux qu'on le dit et si les dispositions décrites par mes collègues avantagent à ce point le Canada, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas simplifié ces articles pour que tous les Canadiens puissent les comprendre. Pour moi, le plus grand crime du gouvernement—il s'agit bel et bien d'un crime—est d'avoir ni plus ni moins cédé aux États-Unis, au moyen de ce prétendu Accord de libre-échange, l'avantage que nous détenions dans le domaine énergétique en ce qui concerne la concurrence.

Une voix: Sottise!

M. McCurdy: Le Canada a à mon sens un avenir formidable en perspective s'il arrive à élaborer une stratégie économique favorisant le développement économique des régions. Il faut considérer que cette disposition de l'Accord de libre-échange va à l'encontre d'un tel développement. Soit dit entre parenthèses, les gens de l'Ouest et de l'Est qui pensent que grâce à la vente de notre énergie, qu'il s'agisse de pétrole ou de gaz naturel, l'Accord de libre-échange favorisera l'industrialisation de l'Ouest, feraient mieux d'examiner ce qui se passe dans les États américains pour voir dans quelle mesure ils se sont industrialisés grâce à l'économie de marché américaine.

Je voudrais parler d'un autre aspect à propos d'énergie. Tous les députés doivent avoir vu la semaine dernière le reportage par *The Journal* sur l'effet de serre. Au cours des trois prochaines décennies, le Canada risque de subir des changements de climat énormes, radicaux, voire parfois tragiques à cause des changements climatiques qui se produisent dans le monde entier. On estime que la température risque d'augmenter de 8° en Ontario et de 15° dans le Nord, ce qui me fait penser que, même si la vente de gaz naturel et d'énergie aux États-Unis est prometteuse, l'issue risque d'être fatale pour nous tous, car nous risquons littéralement de cuire à mort ou de nous embarquer dans de terribles conflits internationaux pour essayer de savoir que faire et comment enrayer ce fléau.

Madame la Présidente, vous constaterez qu'il n'y a pas bien longtemps nous avons débattu une motion sur le développement de la technologie de l'hydrogène, présentée par votre serviteur. Grâce à notre industrie du pétrole, nous avons acquis notamment une énorme avance sur la plupart des pays du monde en matière de développement de la technologie de l'hydrogène. C'est sans conteste la forme d'énergie qui sera appelée à l'avenir à remplacer le pétrole et les combustibles fossiles qui finiront par nous cuire tous.

Nous devrions examiner les avantages dont nous jouissons sur le plan de la concurrence en ce qui a trait à l'industrie pétrolière et à l'énergie hydroélectrique, afin de pouvoir mettre au point la technologie de l'hydrogène qui répondra aux besoins du monde occidental. On établira ainsi les bases non seulement d'une mission nationale dans le domaine des sciences, mais également de toute une initiative économique pour l'avenir du pays. L'une des principales caractéristiques de l'Accord de libre-échange réside dans le fait qu'il nous empêche de mettre en oeuvre le type de mécanismes nécessaires

pour faire ce que le rapport du comité nous a invités à faire, à savoir non seulement mettre au point la technologie en question, mais également s'assurer qu'elle continue d'appartenir aux Canadiens. Bien entendu, l'Accord de libre-échange signifie que toute initiative que nous pourrions prendre en matière de technologie de l'hydrogène serait immédiatement vendue à nos voisins du Sud. Il n'existe aucune limite du point de vue de l'acquisition et rien ne nous permet de donner la préférence à nos entreprises dans le cadre de notre politique d'achats, ce qui, après tout, est le fondement sur lequel n'importe quelle nation bâtit le type de mission dont nous parlons au sujet de la technologie de l'hydrogène.

Je tiens à signaler à mon collègue que dans cet Accord de libre-échange, le gouvernement capitule devant les États-Unis en ce qui a trait à l'avenir du pays, particulièrement dans le secteur énergétique. Nous perdons tout espoir de voir un jour le Canada jouer un rôle de premier plan sur la scène économique et offrir un nouveau modèle socio-économique.

M. Waddell: Je vais répondre brièvement, madame la Présidente. Comme le député l'a déclaré, il s'agit bien, en fait, d'une capitulation sans pareille. Nos entreprises ne mettront pas au point de nouvelles techniques, car de grosses sociétés américaines auront la haute main sur tout le secteur en question, au Canada. Voyez par exemple Amoco qui rachète Dome Petroleum. Là encore, les entreprises américaines prendront le contrôle de nos sociétés énergétiques. Le gouvernement finira par vendre Petro-Canada. S'ils sont réélus, les conservateurs vont probablement vendre Petro-Canada soit aux Américains, soit à leurs amis. C'est ce à quoi nous faisons face en l'occurrence.

Qu'avons-nous gagné à inclure le secteur énergétique dans les négociations sur l'Accord de libre-échange? Nous avons obtenu un accès garanti au marché américain pour notre pétrole et notre gaz. Cependant, réfléchissons bien à la question. Les Américains ont besoin de notre pétrole et de notre gaz. Ils sont à court de ressources énergétiques. Toutes sortes de statistiques le montrent. Nous avons un énorme excédent d'énergie que nous vendons aux États-Unis. Ces derniers en auront besoin. Qu'avons-nous donc obtenu, en fait? Cette question de l'accès garanti est ridicule. Nul n'a besoin de négocier pour s'assurer l'accès au marché américain, car nos voisins du Sud ont besoin de notre énergie. Nos réserves connues de pétrole sont suffisantes pour 18 ans encore et dans le cas du gaz naturel et du charbon, on parle de 35 ans et de 105 ans respectivement. Si l'on compare notre situation à celle du Moyen-Orient, on constate que le rapport entre nos réserves de pétrole et notre production annuelle actuelle est environ de 12 alors que les pays de l'OPEP affichaient à la fin de 1986 un rapport réserves-production de 73, et de 97 et 217 pour l'Arabie saoudite. Nous disposons présentement de réserves de pétrole et de gaz naturel, et il nous faudra exploiter l'hydrogène. Mais nos réserves s'épuiseront. Qu'allons-nous faire? Nous allons abandonner toute notre énergie aux Américains. Nous avons convenu de partager notre énergie avec les Américains si une autre crise énergétique survenait. Il faut être fou pour promulguer ce genre d'accord. Nous n'avons rien obtenu en retour. Les Américains veulent notre énergie. Ils ont toujours voulu une politique énergétique continentale. Qu'ont-ils obtenu avec cet accord commercial Mulroney-Reagan? Une